

**Inter-réseaux**  
Développement Rural  
32 rue Le Pelletier, 75009 Paris

**OCISCA**  
Observatoire du Changement  
et de l'Innovation Sociale au Cameroun  
B.P. 1857 Yaoundé

# **LES ENJEUX DE L'AIDE AU SECTEUR AGRICOLE ET A LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA**

**QUELLE APPRECIATION LES CAMEROUNAIS ONT-ILS DE L'AIDE AU SECTEUR  
AGRICOLE ET A LA SECURITE ALIMENTAIRE?**

Document de travail pour le séminaire-atelier du 18 mai 1998 au monastère des Bénédictins du Mont-Fébé (Yaoundé-  
Cameroun)

**(Version provisoire)**

*Enquêtes et synthèse réalisées*

*par:*

Athanase BOPDA (OCISCA/INC)

KOM (ENSA/ISTA)

MANGA BELA (PNVA/MINAGRI)

Joseph OWONA NTSAMA (UNI-YAO I/FO.JE.H.C.)

Dieudonné TAKOUO (OCISCA/MINEFI)

## **Collaboration**

Bernard NJONGA (SAILD)

Mai 1998

## SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
AVANT-PROPOS.....	3
INTRODUCTION.....	5
I - Les problèmes du monde agricole camerounais.....	6
A - Un besoin énorme et constant d'informations.....	6
B - Une aspiration renouvelée à la formation.....	7
C - Une implication jugée inexistante ou insuffisante.....	9
D - Un manque ressenti de promotion et de valorisation.....	9
E - Une attente de meilleures conditions de vie et de protection.....	10
F - Un besoin de protection contre l'instrumentalisation et la manipulation.....	11
II - Obstacles à l'efficacité de l'aide.....	12
A - Des obstacles humains.....	12
B - Des obstacles managériaux.....	13
C - Des obstacles logistiques.....	14
D - Des obstacles politiques.....	15
E - Des obstacles environnementaux.....	16
F - Les problèmes structurels.....	17
III - Propositions et suggestions de la base.....	18
A - A propos de l'aide.....	18
B - A propos des intervenants.....	19
C - A propos des interventions.....	20
CONCLUSION.....	22
ANNEXE.....	24

### **Sigles, Abréviations, Acronymes**

- 1- B.A.D. (Banque Africaine de Développement).
- 2- B.I.N.U.M ou F.O.R.T.O.P. (Fédération des Organisations Paysannes de l'Ouest Cameroun).
- 3 - C.C.E.I. (Cameroon Cooperation and Economic Investment).
- 4 - COOPMUT (Coopération Mutuelle).
- 5 - F.A.P.B.
- 6 - F.E.D. (Fonds Européen de Développement).
- 7 - FIMAC (Financement des Investissements de Micro-réalisations Agricoles et Communautaires).
- 8 - GIC (Groupement d'Initiative communautaire).
- 9 - MC<sup>2</sup> (Mutuelle Communautaire de Croissance)
- 10 - OCISCA (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun)
- 11 - OPeA (Observatoire Permanent de l'Aide).
- 12 - ONG (Organisations non Gouvernementales).
- 13 - SODECOTON (Société de Développement du Coton).

## AVANT - PROPOS

“ Quelle appréciation les camerounais ont-ils de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire ? ” Le présent document tente de répondre à cette question par une synthèse préliminaire des opinions recueillies dans le cadre d'une enquête suscitée et financée par Inter-Réseaux sur les enjeux de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire en Afrique au Sud du Sahara.

Pour se faire, un groupe de réflexion constitué au sein d'OCISCA (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun) s'est organisé pour toucher toutes les provinces du Cameroun.

Ce travail de recherche s'inscrit dans le cadre d'un Observatoire Permanent de (OPeA) destiné à susciter toutes les actions permettant :

- 1- d'accroître la capacité d'absorption reproductive de l'aide par le Cameroun;
- 2- de garantir la coordination et l'harmonisation des interventions de tous les bailleurs;
- 3- d'assurer une mobilisation constante des potentiels socio-économiques des femmes et des jeunes;
- 4- d'assurer la préservation des composantes naturelles du capital productif des populations;
- 5- de substituer l'assistance technique et le partenariat exigeant à l'assistanat technique;
- 6- de définir et d'appliquer les contenus contextualisés de l'éducation de base et l'alphabétisation fonctionnel;
- 7- de concevoir des approches participatives et les modalités de pérennisation;
- 8- de veiller à la mise en place des services sociaux collectifs sectoriels d'un standard qualitatif acceptable.
- 9 - de promouvoir l'entrepreneuriat émancipateur.

Bien quelle ne touche qu'une catégorie sociale, le monde agricole, la complexité des enjeux de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire détermine l'évolution des transformations qui s'opèrent en amont, en aval et à l'interface des espaces ruraux et urbains. Mené sur l'ensemble du territoire, le recueil des points de vue des acteurs de l'aide au secteur et à la sécurité alimentaire a permis de procéder à une évaluation de certains points focaux notamment :

- “ l'aide agricole ” et de son corrélat direct “la sécurité alimentaire ”.
- identification de la perception paysanne d'un processus dont les contours ne sont pas toujours précisés.
- interrogation de la philosophie des principaux bailleurs de fonds.
- discussion de la stratégie de l'aide telle que gérée par les pouvoirs publics.
- prise en compte des réalités sociales telles qu'elles sont identifiables dans des espaces culturels précis.
- réflexion des populations sur l'éducation et la formation.
- démonstration de la pertinence d'un observatoire permanent de l'aide (OPeA) comme structure d'interface entre les différents acteurs de l'aide.
- présentation du déficit infrastructurel multiforme.
- rectification du diligence de l'aide.
- insistance sur la nécessité d'un corpus méthodologique permettant de cerner avec précision les différents problèmes des paysans.
- Enfin, justification du repositionnement de la problématique de l'aide et du calibrage de ces principaux objectifs.

Grâce à une enquête qualitative dans chaque province, une brochette de personnes variées selon leurs pratiques, leurs expériences dans l'activité agricole ou la sécurité alimentaire ont été approchées. Des planteurs, des agriculteurs et des agricultrices, des éleveurs, des

encadreur du monde agricole et d'autres personnes intervenant dans la production ou la vie agricole et la sécurité alimentaire ont été interviewés sur la base d'un protocole de discussion portant principalement sur trois thèmes :

- 1- Connaissance de l'aide au secteur agricole ou à la sécurité alimentaire,
- 2- Propositions pour l'aide au secteur agricole ou à la sécurité alimentaire,
- 3- " Questions oubliées " ou vœux sur le secteur agricole, le monde rural ou la sécurité alimentaire.

Très ouvertes, les questions du protocole ont été conçues pour permettre aux personnes interrogées d'exprimer librement leur point de vue. Bien que tous les membres du groupe de réflexion aient été tenu de ramener les réponses des personnes rencontrées sur chacun des trois thèmes, une large marge de manœuvre laissée à chacun d'entre eux a permis aux personnes interrogées d'approfondir le cas échéant des points particuliers jugés instructifs et enrichissant pour une connaissance des enjeux de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire. Des questions considérées comme négligées, ignorées voire occultées et dont les interlocuteurs avaient à cœur d'en faire écho ont ainsi été abordées, certaines illuminant d'une manière originale les enjeux de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire.

Obligé de simplifier et de synthétiser des débats et des échanges d'une très grande diversité, le texte qui suit s'est limité aux points suivants :

- 1- Les problèmes et les besoins exprimés,
- 2- Les propositions,
- 3- Les obstacles à l'efficacité de l'aide selon les gens de la base.

Il y a lieu de rappeler ici que les problèmes sont ceux que les personnes interrogées ont elles-mêmes mentionné. Tous les problèmes ne seront donc pas abordés. Les propositions étant également celles des mêmes personnes, elles ne pourront donc pas couvrir tout l'éventail des réactions possibles. Ces réactions ont en général porté tant sur des solutions aux problèmes directs des gens du monde agricole et de la sécurité alimentaire que des suggestions pour rendre l'aide accordée aux acteurs de ces secteurs plus efficace.

## INTRODUCTION

La question des enjeux de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire n'est pas simple. En effet, d'entrée de jeu, des différences de perception sont apparues sur des concepts aussi clés que "l'aide", "le secteur agricole" et "la sécurité alimentaire".

Pour certains agriculteurs sur le terrain, *"L'aide c'est le cadeau! L'aide! on ne réclame plus rien après"*. Or, beaucoup de bailleurs de fonds basent leur stratégie d'aide sur le principe du crédit ; une notion bien différente du cadeau et qui implique inévitablement le principe du remboursement à terme. Non moins pernicieuse, la perception de l'aide essentiellement comme assistance aux pauvres et aux nécessiteux nous a montré que pour certains, le crédit ne pouvait en aucun cas être considéré comme une aide.

La définition du **secteur agricole** a également soulevé des remarques intéressantes. Est-ce le secteur des activités du monde rural ? Ce secteur concerne-t-il tous les actifs impliqués dans l'activité agricole même quand ils résident en ville ?

*"On ne doit pas donner l'aide du secteur agricole aux gens qui viennent de la ville. Cette aide là c'est pour nous qui vivons ici au village. Mais ici, nous on ne voit rien"!*

La **sécurité alimentaire** a été en définitive, la notion la moins évidente pour les populations à la base. Trois opinions pour bien en dégager l'ambiguïté du côté des populations.

Attitude embarrassée : *"Quand on parle de sécurité alimentaire, on veut parler de quoi ? Des stratégies pour bien conserver la nourriture" ?*

Opinion impropre : *"No be fo give tchop to poor people" ! [C'est pour donner à manger aux plus démunis].*

Regard critique, conviction pertinente : *"La sécurité alimentaire c'est l'autosuffisance, or au Cameroun, nous importons beaucoup de produits que nous aurions pu produire nous-mêmes. Or, il faut que le monde rural prenne conscience du danger". "Nous croyons que nous produisons beaucoup, tellement beaucoup que nous ne manquons de rien"*.

Concept généralement évoqué surtout dans le cas des aides d'urgence aux populations sinistrées par la sécheresse, les criquets, les catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire n'a souvent provoqué que des propositions timides ou hésitantes de la part des populations des provinces du Centre, du Sud, de l'Est, de l'Ouest et de la zone anglophone. Pour beaucoup l'aide à la sécurité alimentaire c'est l'affaire des gens de la zone sahélo-saharienne.

*"Nous ici on n'a pas de problème de sécheresse, c'est au nord qu'on donne souvent l'aide, la nourriture pour les gens menacés par la famine"*. Pour d'autres, *"si l'agriculture marchait, il n'y aurait pas de problème de sécurité alimentaire. Aider l'agriculture c'est aider à la sécurité alimentaire"*.

Au delà de ces imprécisions terminologiques, les réactions enregistrées peuvent être regroupées selon quatre grandes catégories de besoins ou de problèmes du monde agricole susceptibles de provoquer une aide au secteur agricole ou à la sécurité alimentaire :

- 1 - Problèmes de ressources,
- 2 - Besoins de valorisation et de promotion,
- 3 - Besoins de protection et d'amélioration des conditions,
- 4 - Problème de l'instrumentalisation et de la manipulation.

## **I - LES PROBLEMES DU MONDE AGRICOLE CAMEROUNAIS**

Les problèmes de ressources évoquées ont été : l'insuffisance des terres cultivables dans les montagnes surpeuplées du nord et de l'ouest du Cameroun, l'insuffisance de la force de travail dans les zones forestières du sud, la pénurie d'eau plus courante dans le nord ou dans certaines montagnes, l'érosion et perte de fertilité des sols évoquée presque partout. Ces problèmes de ressources se manifestent parfois indirectement par le biais d'un besoin d'argent pour pallier à leurs insuffisances.

Tenant compte de l'insistance rencontrée chez les personnes interrogées, nous nous étendrons d'avantage sur les problèmes d'information, de formation et d'implication des populations. Puis la promotion et la valorisation de leur potentialité, de leurs activités, de leurs intérêts et de leurs ambitions seront abordées. L'amélioration et la protection des personnes, des environnements et des intérêts ou des activités ont été traités presque en dernier, précédant les problèmes d'instrumentalisation et de manipulation traités à la fin.

### **A - UN BESOIN ENORME ET CONSTANT D'INFORMATIONS**

Plusieurs des personnes interrogées ont longuement insisté sur la question de l'information.

*"It is not the money which help but ideas" (L'argent est moins utile que les idées).*

*"Les idées, c'est une tête et non de l'argent ; dans cette tête, il y a des idées qui vont faire naître l'argent. J'ai des idées qui pourraient révolutionner le village mais qui va m'écouter" ?*

Des voix ont demandé que les agriculteurs soient sensibilisés sur un nombre important de questions par voie d'information rapide : radio, télé, etc. ou par diffusion de documents écrits. Ces informations apporteraient autant des données utiles à l'organisation de leur activités que des idées devant ouvrir leur conscience ou opérer des clarifications sur les termes utilisés par les "gens d'en-haut" pour parler de leurs activités.

Par exemple, les personnes rencontrées manquent d'information sur l'aide elle-même.

*"Moi j'entends toujours parler d'aide à la radio et à la télé, mais moi je ne sais même pas comment les autres là font pour en avoir ; peut-être ont-ils leur gens devant" ! .*

*"Let the people know the existing facilities" (Que les gens prennent connaissance des facilités existantes)*

Mais aussi, les gens manquent d'informations pour leurs activités agricoles.

*"J'aimerais qu'on nous annonce quand il faut semer et quand il va pleuvoir. J'ai semé dès la première pluie et il a fallu que je recommence parce qu'après, ça s'est arrêté".*

Le manque d'information sur l'environnement économique elle-même de l'activité agricoles a été décrié.

*“ Ils faut qu’on nous dise où nous pourrons trouver des semences sélectionnées à bon prix ! Au marché, on nous trompe avec des faux produits, où en trouver de vrai ? ”.*

*“ Qu’on parle des prix des denrées vivrières, car nous souffrons mais après quand nous vendons, il n’y plus grand chose. ” (Exemple du maïs, manioc acheté au village à vil prix) ça ne nous profite à rien ! Nous vendons les choses au hasard, sans connaître les vrais prix. Il y a seulement les "buyam sellam" (revendeuse de vivres) qui ne veulent même pas qu’on touche à leur argent. ”*

L’information est également stratégique ; stratégie globale quand il s’agit d’y recourir pour transformer tout le monde paysan ou agricole.

*“ ... ici, un type ne se lance dans quelque chose que s’il est couvert, protégé ou le pense. Jamais il ne le ferait peut-être par soi-même, car actuellement, tout est verrouillé par l’administration [hier c’était par les vieux, les chefferies]. Mais veut-elle (l’administration) seulement le bien-être des paysans ? Non ! Il faut démuseler le paysan, développer chez lui l’esprit d’initiative et non asseoir la poursuite de l’œuvre coloniale de production de subalternes incapables de penser par eux-mêmes et pour eux-mêmes ”.*

Mais l’exploitation stratégique de l’information est envisagée aussi à l’échelon du producteur ou de l’exploitant agricole :

*“ J’aimerais savoir chaque fois combien coûte les produits que je vends ici là-bas sur le marché en ville. Ainsi, je ne me laisserais plus tromper par les commerçantes qui le prennent à vil prix ! ”*

Mais cette demande multiforme d’informations se double aussi de demandes de formation.

## **B- UNE ASPIRATION RENOUVELLEE A LA FORMATION**

*“ Mon enfant ne fera pas l’agriculture comme moi ! Lui au moins, il est allé à l’école. ”*

Un important besoin de formation dans le secteur agricole a toujours existé sur le terrain. Il est d’autant plus important qu’il s’aggrave dans les zones les plus enclavées, notamment dans les provinces de l’Est et du nord du pays, par un analphabétisme officiel résultant d’une sous-scolarisation chronique.

*“ Les études permettent de mieux se fixer. Quel terme utiliser pour bien s’exprimer ? Il faut pour cela aller étudier dans les documents appropriés ”*

*“ Il faut créer des centres de documentation ”*

La formation attendue par les personnes interrogées est tant celle de l’enseignement général que celle d’une formation spécifique à maint domaines agricoles, que des sessions de recyclage ou d’initiation périodique. Du côté officiel, l’importance accordée au secteur agricole dans les discours depuis des décennies contraste totalement avec la place occupée aujourd’hui par l’enseignement agricole dans l’ensemble du système scolaire du pays.

*“ Pour les jeunes diplômés (université, secondaire ) qui s’intéressent à l’agriculture. que l’Etat fasse quelque chose pour que ceux-là aient un accès aux institutions de formation sans passer par les concours qui paradoxalement, font que ceux qui n’ont pas de vocation*



*agricole, s'y retrouvent dans les structures de formation agricole, alors que ceux qui veulent s'y mettre sont exclus. Or, on ne peut pas bien faire quelque chose si la technique ou les rouages ne sont pas bien maîtrisés. Libérer l'accès aux structures de formation agricole ou alors ne recruter qu'après avoir mesurer le degré d'implication des concernés dans l'activité agricole. Il faut démocratiser l'accès à l'enseignement agricole ”.*

Pendant très longtemps, la formation agricole n'a été dispensée au Cameroun que de façon sélective et au niveau de l'enseignement supérieur (formation des ingénieurs agronomes et des ingénieurs de travaux) et pour un nombre très limité.

*“ Ici, c'est peut-être dans les institutions universitaires qu'on parle d'agronomie. C'est là que le désintérêt commence, car quand on veut devenir ingénieur, on se dit que ce n'est plus pour aller au champ, mais pour aller au bureau. ”*

Il a fallu attendre le milieu des années 90 pour voir apparaître un enseignement secondaire agricole de second puis de premier cycle, grâce à l'effort acharné des responsables d'un établissement privé confessionnel : le Collège Bullier de Saa dans la Lékié. Mais la formation agricole est exigeante en infrastructures et en espace.

*“ Or, on peut encourager les initiatives privées par la formation de masse dans les lycées et collèges ”*

La formation des agriculteurs sur le tas est toujours réclamée. La formation de terrain donnée par les agents de l'administration est restée longtemps le seul mécanisme de formation sur le tas des populations agricoles. Avec l'effondrement du système d'encadrement administratif suite à la réduction des effectifs de la fonction publique, les paysans en particulier ont connu une période de quasi abandon dont ils se plaignent. La relance des activités agricoles est aujourd'hui fortement marqué par le nouveau contexte de libéralisation qui a vu apparaître les organisations non gouvernementales comme prestataires de services de formation et certains l'ont apprécié.

*"Quand les esprits sont ouverts, ça permet de travailler avec des objectifs autres que nous occuper, améliorer nos conditions de vie etc. Il faut se conduire comme un agent économique. Dépasser le niveau où nous sommes restés à penser que nous produisons juste pour aller vendre au marché d'à côté ”*

Mais quelques-uns ont ressenti la nécessité d'une réserve : les bénéficiaires potentiels de cette formation ne sont pas toujours prêt à la suivre.

*“ On a beau enseigner à ces gens-là mais.... C'est tout le monde qui dit que c'est beaucoup de travail ”.*

Autre réserve, les formations ne doivent pas devenir des occasions supplémentaires de marginalisation du milieu rural.

*"Que les séminaires qu'on organise souvent dans les grandes villes soient décentralisés dans les villages ... au lieu de rester dans les hôtels en ville sans vivre le problème vraiment comme il est à la base. ”*

*“ J'insiste sur le fait qu'on doit parler des problèmes du paysan devant lui. Cela fera aussi partie de la sensibilisation dont on a parlé. ”*

Cette réserve en rejoint une autre, celle portant sur la marginalisation possible des agriculteurs dans les circuits, notamment de l'aide par la formation et l'aide au renforcement des capacités des producteurs agricoles ou des populations rurales. Dans ce sens, l'implication des acteurs de base du développement agricole a fait l'objet d'exigences particulières.

### **C- UNE IMPLICATION JUGEE INEXISTANTE OU INSUFFISANTE**

Les plaintes des populations locales en dehors du besoin d'information et de formation ont surtout porté sur leur implication dans la gestion tant de l'encadrement que de l'aide aux activités du secteur agricole et à la sécurité alimentaire.

Le besoin d'implication va du souhait d'être consulté à la demande d'espace ou d'occasion de rencontre et d'échange d'information.

*“ Nous n'avons pas souvent eu l'occasion de nous exprimer sur ce que nous faisons mieux que quiconque : le travail de la terre. ”*

*“ ... que de plus en plus les paysans soient consultés. Dans les décisions qui les concernent ... les textes sont faits sans les paysans ”*

Certaines demandes combinent d'ailleurs formation et implication du monde rural :

*“ Qu'ils (les agents des structures officielles d'encadrement) aillent plus loin que le porte en porte et qu'ils organisent des séminaires de vulgarisation paysanne pour qu'on communique et échange entre-nous ”*

Or la demande d'implication est essentiellement perçue comme un moyen pour permettre d'une part la promotion des ambitions et des potentiels et d'autre part la valorisation des activités ainsi que des intérêts du monde agricole.

### **D- UN MANQUE RESENTI DE PROMOTION ET DE VALORISATION**

Les besoins de valorisation et de promotion ressortent des problèmes suivants :

- Ajustement des termes (prix) de l'échange au détriment du village et des agriculteurs.
- Coûts trop élevés des intrants et des équipements agricoles.
- Inaccessibilité au crédit et au micro-crédit.
- Inaccessibilité à l'information et à la formation

Beaucoup d'interlocuteurs rencontrés sur le terrain ont soulevé la question de la promotion de leurs activités et de leurs potentiels.

*“ Nous, villageois avons besoin d'un juste prix pour ces produits pour pouvoir en tirer les revenus nécessaires à l'achat des diverses denrées dont nous avons besoin. L'homme villageois est pauvre. En 1990, le paquet de canne coûtait 1200 à 1500 à Yaoundé ; aujourd'hui il coûte difficilement 1000F. ”*

*“ Depuis qu'il y a eu la crise économique, les prix des affaires ne font qu'augmenter. Alors que le fagot de canne qui coûtait 1500 F est passé à 500F, le kilogramme de maquereau qui coûtait de 250 à 350F est passé à 650-800F maintenant. ”*

Les agriculteurs souhaitent la reconnaissance de leurs ambitions, de leurs aspirations ou de leurs intérêts.

*“ Que le secteur ou les activités agricoles soient mieux valorisés dans les médias notamment officiels ! En général jusque là, le problème du secteur agricole reste encore la sensibilisation au niveau des médias. Je regarde la télévision depuis une semaine ; pour une filière aussi grande que le cacao, je n'ai vu qu'une seule émission : “ synergie ”. On nous dit qu'en dehors de production pétrolière, il n'y a que l'agriculture qui soutient le Cameroun. Une seule émission en une semaine, c'est très peu. On a même dit qu'après la dévaluation, l'agriculteur allait plus en profiter. Or, c'est les médias aujourd'hui qui font bouger les choses. S'il y a des interventions un peu partout, ça fait bouger les choses. C'est un peu curieux que l'agriculture soit un sujet tabou sur les antennes. ”*

Les protestations les plus vives ont porté sur les allocations d'aide en dessous du niveau de production atteint par les bénéficiaires.

*“ C'est comme si on nous guidait encore vers une agriculture de subsistance, alors qu'on devrait nous permettre d'émerger dans une économie “propre ” ”*

*“ ...Quand le planteur parlait du pulvérisateur, pour les encadreurs c'était trop. Quand on leur parle peut-être de tracteur, ils pensent qu'on exagère ! ”*

Les agriculteurs tiennent à ce que les prestataires d'aide potentiels soient non seulement reconnus mais également soutenus et promus :

*“ Ils(les prestataires d'aide) devraient vraiment chercher à savoir qui sont ceux qui reçoivent ce matériel ? Quelles sont les capacités de leurs groupes ? ”*

*“ Il faut un appui financier ... proportionnellement à la valeur effective du groupe ; tu commences doucement et tu vois comment ça marche ”.*

#### **E- UNE ATTENTE DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE PROTECTION**

Les besoins de protection et d'amélioration des conditions suivants ont été cités :,

- Insécurité psychologique au village(sorcellerie).
- Difficultés de conservation des denrées alimentaires.
- Difficultés de transformation des denrées alimentaires.
- Problème de stockage et de conservation des denrées.
- Absence d'intégration entre l'agriculture et l'élevage.
- Insécurité sur les routes.
- Problème des prédateurs : - humains (voleurs) - animaux - mystiques
- Modifications néfastes et déstabilisantes de l'environnement économique.
- Risques climatiques.

Une attente de meilleures conditions de vie et de protection a été exprimée chez beaucoup de personnes par un besoin de voir l'activité agricole devenir plus rentable :

*“ A quoi servent toutes les aides ? ”*

*“ Tu peux être à l'abri du manque de nourriture et manquer d'argent ”*

Cette attente tourne à la frustration et à la déception dans certains cas :

*“ On met plus d'énergie dans le travail mais en retour, il n'y a pas de profit. Si le secteur agricole était vraiment à son top niveau, on n'aurait rien à envier aux fonctionnaires. ”*

Une frustration qui s'appuie sur des expériences concrètes d'occasions manquées.

*“ C'est surprenant que les brasseries importent le maïs ! Le pays ne peut-il pas produire ce maïs. Que l'Etat essaie un peu de faire certaines choses pour que l'action [d'appui aux activités agricoles et la protection des intérêts des agriculteurs] soit totale [i.e. aillent jusqu'au bout] ”.*

Les suggestions de piste ont parfois plus interpellé le monde des producteurs agricole eux-mêmes que l'Etat.

*“ ..Il faut que nous puissions nous-mêmes imposer nos prix aux acheteurs sur le marché [urbains de consommation] ”* nous a affirmé une cultivatrice spécialisée dans la production et la vente de la canne à sucre de bouche.

Parfois les aspirations tournent au rêve :

*“ Que les Blancs là aussi achètent nos cannes pour en faire du vin comme pour l'okok [Nietum africana] ”.*

#### **F- UN BESOIN DE PROTECTION CONTRE L'INSTRUMENTALISATION ET LA MANIPULATION DU MONDE AGRICOLE**

Pour beaucoup de personnes rencontrées, l'instrumentalisation du monde agricole et la manipulation des agriculteurs et des éleveurs méritent qu'on s'y attarde dans le cadre de l'aide.

*“ Tous ces gens s'enrichissent sur notre dos sous prétexte qu'ils nous aident. Ceux qui vraiment nous aident ne sont pas nombreux même parmi nos propres frères ! ”*

Pourtant, le besoin d'une aide n'a que rarement été démenti. Les populations du monde agricole ont besoins d'aide.

*“ ... Depuis des années, nous sommes dans un trou. Nos parents nous ont laissé dans un trou et depuis si on ne nous en sort pas, qui va le faire ? ”*

*“ Les ONG doivent nous apprendre à mieux tirer parti de l'aide ”*

Les problèmes d'instrumentalisation et les manipulations suivantes ont été évoqués :

- Les conflits hégémoniques entre les groupes ethniques (agriculteurs/éleveurs).
- Exploitation électoraliste
- Paresse des hommes face aux travaux champêtres attribués aux seules femmes et enfants.
- Utilisation des agriculteurs comme des appâts à aides qu'on détourne

Parmi les secours attendus on a retrouvé également la demande explicite d'un regard ou d'une présence d'étrangers sur place sur le terrain. Pour certains, le salut ne tient qu'à un engagement réel des partenaires non locaux. La prise de risques partagés avec des étrangers pourraient permettre de mieux résister aux pressions et aux dérives des gestionnaires et des intermédiaires que les agriculteurs et le monde rural décrient.

*“ L'aide c'est aussi quand les étrangers viennent regarder et suivre eux-mêmes ce qu'on fait avec leur argent ; ils restent à côté de nous et ça nous réconforte et nous protège de nos propres frères ! ”*

Mais les donateurs eux-mêmes ne sont pas épargnés par la critique de l'instrumentalisation et de la manipulation. Le problème a été soulevée sur le terrain au détour de cette question simple et crue :

*“ En quoi les groupes profitent-ils des milliards des bailleurs de fonds ? ”  
 “ 4,4 millions de FF de dépenser pour aider en 10 ans ; mais est-on plus avancé aujourd’hui ? ”*

Les rapports entre aide réellement reçue par l’agriculteur et aide absorbée par les dépenses parasites ou d’accompagnement est édifiant. Particulièrement, les dépenses induites par la méthode de suivi intensif avec présence de “ l’étranger ” sont parfois considérés comme de véritables mécanismes structurels ou “ criminels ” de détournement de l’aide :

*“ Si vraiment tu veux aider les gens, c’est 15 millions d’accompagnement pour 1 million réel d’aide. En plus il faudrait venir tellement de fois pour suivre les bénéficiaires ; c’est fou le fric à dépenser. ”*

*"Sur [une dotation financière donnée comme aide], 30% vont aux coopérants, 20% dans le projet et 50% hors-projet. ... Cette aide manipulée fausse tout le problème de l'équilibre normal qu'il pourrait avoir ici. Par exemple on ne songe pas à la rééducation du personnel de la Fonction publique. ... Il faudrait organiser des rapports tout à fait différents, organiser l'aide autrement."*

Fort du constat de tous ces problèmes, les personnes rencontrées ont fait des remarques sur les obstacles à l'efficacité de l'aide.

## **II- OBSTACLES A L'EFFICACITE DE L'AIDE**

L’aide se trouve au début et à la fin d’un processus dont les contours lui sont imposés aussi bien par la dynamique inhérente au “*phénomène de l’aide*”, qu’aux spécificité socioculturelles dans lesquelles elle trouve son espace d’action.

Les obstacles à l’efficacité de l’aide sont de plusieurs ordres. Bien que des spécificités locales ou régionales existent, nous en avons identifier six catégories générales parmi les plus importantes.

- 1 - obstacles humains
- 2 - obstacles manageriaux
- 3 - obstacles logistiques
- 4 - obstacles politiques
- 5 - obstacles environnementaux
- 6 - obstacles structurels

### **A – DES OBSTACLES HUMAINS**

Les obstacles humains sont de plusieurs ordres: social, culturel, psychologique, mental, etc.).

Les personnes interrogées ont mentionné explicitement ceux qui suivent:

- hétérogénéité sociale ou culturelle des populations,
- manque d'ouverture des populations cibles,
- absence d'une conscience suffisante de la notion de crédit (nécessité de remboursement),
- pas d'éveil à l'esprit d'entreprise,
- mauvaise/idée représentation des bénéficiaires de l'aide,
- manque de mémoires des parties prenantes.

Sans être uniquement de nature humaine, d'autres obstacles cités se révèlent fortement proches de cette catégorie:

- ignorance (information/formation insuffisante) des bénéficiaires,
- difficulté de gestion des projets par des cadres camerounais,
- étude et connaissance insuffisante des groupes appuyés ou des terrains d'investigation,
- manque de maîtrise du milieu villageois,
- l'analphabétisme des populations.

Les difficultés à capitaliser le potentiel humain constituent un frein à l'évolution de l'aide ; celle-ci, au demeurant, devra refléter la réalité conforme au monde paysan :

*“ L'aide pourra donc avoir l'image de la situation réelle du groupe, parce que si j'ai besoin d'une route, et qu'au niveau de l'aide on appui plutôt la production, je vais produire, mais cette production finalement ne me servira à rien ”.*

Par ailleurs, les obstacles humains renvoient à la difficulté à capitaliser et à orienter les forces du groupe :

*“ Les producteurs sont très nombreux, dispersés, avec des besoins et des problèmes individuels atomisés, ce qui rend nécessaire de véhiculer les aides à travers des canaux associatifs ”.*

Cette situation se justifie en partie parce que :

*“L'Etat ne fixe pas ses priorités ; c'est le bailleur de fond qui fixe les priorités pour l'Etat. Par conséquent, l'aide tient compte des priorités des bailleurs de fonds et non de celle de l'Etat qui, en fin de compte n'a pas de véritable politique ”.*

L'établissement d'un suivi objectif s'impose, cela à travers :

*“ Des thèmes de recherches provenant d'un ensemble de discussions-techniques ”.*

### **B – Les obstacles managériaux**

Des obstacles à l'efficacité de l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire, ceux relevant de l'organisation ou de la gestion, bref du "management", ont été les plus cités. En effet, bien s'organiser, savoir se mobiliser, maîtriser les mécanismes de gestion des hommes et des biens, restent incontestablement les défis d'une conception entrepreneuriale efficace. La structuration et l'organisation des producteurs sont un enjeu stratégique et doivent s'optimiser pour favoriser l'efficacité des aides et des appuis au développement du secteur agricole. Sur ces plans, plusieurs obstacles ont été signalés spécifiquement par nos interlocuteurs:

- circulation tumultueuse des fonds,
- difficultés de concertation et de collaboration entre intervenants en milieu rural,
- rigidité excessive des principes de financement,
- excès de sectorialisation entre les domaines d'intervention de l'aide,
- manque de suivi, de contrôle ou de sanction des bénéficiaires de l'aide,
- manque d'une affectation progressive et réajustable de l'aide,
- pas d'appui à l'écoulement des produits(vente/commercialisation),

Sans être uniquement managériales, d'autres obstacles cités également comportent des implications déterminantes sur les plans de la gestion, de l'organisation ou de la mobilisation:

- aides octroyées n'intégrant pas les risques de l'activité agricole,
- apport de matériel sans formation des destinataires à leur utilisation,
- politique inadéquate de développement agricole et de lutte contre l'insécurité alimentaire,
- non ajustement des aides aux besoins et au niveau effectifs des bénéficiaires,
- manque de définition ou de connaissance de l'environnement dans lequel évolueront les bénéficiaires

individuels ou groupés,

- absence d'exigence (laxisme) des pourvoyeurs de l'aide,
- ciblage ou spécialisation de l'aide sur des segments trop particuliers de la chaîne de production de développement agricole : - promotion(valorisation) - production(intrants, facteurs de production, moyens de récolte, stockage, conditionnement) - commercialisation(transport, informations sur le marché) - consommation (transformation),
- prise en compte insuffisante des problèmes de santé(physiques ou psychiques),
- pas de conditionnement de l'aide sur l'expérience préalable et surtout sur les preuves concrètes de savoir faire des postulants à l'aide,
- absence de publicité sur les opportunités existantes d'aide,
- confusion de l'aide uniquement à l'apport de financements,
- intermédiation parasite entre les donateurs et les populations-cibles,
- évaluation incorrecte des besoins réels des populations,
- aide conjoncturelle sans intégration dans la perspective d'un accompagnement/appui à long terme.

*“ L’aide à la promotion des entreprises agricoles de moyenne importance devrait porter sur l’amélioration des infrastructures collectives et surtout confier leur gestion aux organisations professionnelles de producteurs et non aux fonctionnaires qui parfois n’ont pas la pleine mesure des enjeux et des intérêts en jeu ”.*

Cette dérive en fin de compte transforme l’aide en cauchemar pour le paysannat local.

*“ La dérive, ce que s’il y a par exemple une aide massive, il faut “asperger” ça sur les champs que les gens peuvent faire. Faites 10 milliards de routes plutôt que de dire qu’on aide à fonctionner, car cette aide est complètement absurde ”.*

Sur le terrain, certaines situations pour le moins incongrues sont observées :

*“ Beaucoup d’ONG développent des approches à la fois différentes et divergentes sur un même terrain, certaines pratiquent systématiquement l’assistanat pendant que d’autres sensibilisent les populations sur l’importance d’une contribution des paysans au financement des projets villageois ”.*

C’est pourquoi,

*“ Une reformulation de leur objectifs afin de les rendre plus pertinents quant aux objectifs du développement du secteur agricole, s’impose d’elle-même ”.*

### **C – DES OBSTACLES LOGISTIQUES**

L'absence de moyens logistiques adéquat et au moment opportun a souvent compromis la marche de plus d'un projet. Aussi plusieurs réactions de personnes interrogées s'en sont faits l'écho:

*"Par manque de moyens, nous sommes obligés de rester comme ça, sans routes, sans pont, sans savoir ce que nous serons demain"*

Les obstacles logistiques décrits ne sont pas seulement matériels:

- Absence ou mauvaise qualité des équipements ou infrastructures de développement (école, route, marché, maison de santé),
- manque de service d'entretien et de maintenance des équipements,
- l'insécurité routière,

Certains des obstacles sans être logistiques à proprement parler ont une influence forte sur l'importance des difficultés logistiques:

- information préalable insuffisante des populations ciblées,
- insuffisance des moyens du gouvernement/Etat,
- insuffisance des aides par rapport aux besoins réels,
- insécurité foncière.

Dans tous les cas, les facettes des obstacles logistiques sont multiples. Par exemple, il y a tout un appareillage formel/informel fondamental à l'efficacité de l'aide. On observe à cet effet la dépravation/manque de structure d'encadrement.

*“ Actuellement notre école de formation manque cruellement de matériel de travail. Elle souffre aussi du vieillissement de ses structures, du manque de matériel roulant pour l'intensification des travaux. Il manque aussi par ailleurs des exploitations de démonstration pour y illustrer l'enseignement reçu ”.*

C'est pourquoi,

*“ Une meilleure formation des encadreurs pour leur inculquer le sens de la collaboration, un cadre de concertation entre intervenants, renforcerait l'efficacité des aides et des appuis au secteur agricole ”.*

#### **D- DES OBSTACLES POLITIQUES ET ADMINISTRATIFS**

Il n'a pas toujours été facile de distinguer entre obstacles politiques et obstacles administratifs. En effet, de nombreuses réactions enregistrées ont porté sur les obstacles politiques à l'efficacité de l'aide; certaines, explicites, d'autres moins explicites:

- politisation des crédits ou des dons dans leur allocation ou dans leur gestion,
- rôle ambiguë des autorités cheffales ou traditionnelles transformées en rentiers de l'intermédiation,
- rôle ambiguë des élites locales ou nationales se transformant en rentiers de l'intermédiation,
- méprise/Maldonne/erreur/bluff des diverses parties sur les points d'intervention,
- insuffisance des politiques sectorielles complémentaires,
- divergence des intérêts a) entre les membres des groupes ciblés. b) entre les donateurs et les bénéficiaires de l'aide. c) entre les donateurs ou les bénéficiaires d'une part et les prestataires d'autre part. d) entre les donateurs,
- surévaluation des capacités des donneurs/bénéficiaires/prestataires,
- pas d'aide pour trouver des débouchés rentables à la production agricole,
- Pas de questionnement sur le problème de l'acheminement des productions des champs aux marchés et aux consommateurs,
- fonctionnement par effet de vogue des donateurs [Tous pour une option, puis pour une autre, etc... sans capitalisation des expériences(par projet, par structure d'appui, par catégorie de bénéficiaires ou de prestataire)].

L'orientation de l'aide à des fins de politiques politiciennes perturbe la dynamique et la fonctionnalité de l'aide. Son objectif initial s'en trouve complètement changé.

*“ La réalité est que ces aides là, j'en ai entendu parler. Mais, est-ce ça parvient vraiment à destination ? Les gens s'en sont servi pour badigeonner les arbres en cas d'accueil officiel. Seuls les frères des écoles chrétiennes en ont un peu distribué en fin d'année, de 1950 à 1965, à l'exemple du frère Hilaire qui, une fois par semaine, distribuait du lait en poudre ”.*



*“ Quand les politiciens viennent ici, on en parle beaucoup ; mais cela peut durer 10 à 20 ans et jamais rien ne se passe. Ils ne viennent que pour demander à être voter ”.*

La politisation de l'aide imprime parfois une sectorisation rigide des priorités. Ce qui perturbe la programmation annuelle du calendrier des travaux champêtres du paysan. Ceci peut découler par exemple d'une multiplication des départements ministériels créés à des fins non agricoles mais plutôt politiques.

*“ Une bonne partie des aides au secteur agricole est octroyée par à coups, de manière quasi ponctuelle sans parfois tenir compte ou se baser sur des stratégies et des politiques cohérentes de développement ”.*

Plus vicieux est la forme occulte de conditionalités rampantes, improvisées ou inavouées qui "durcissent" l'octroi d'une aide ou d'un quelconque crédit :

*“ Des calendriers de programmation par filières ou par secteurs devraient être développés. Beaucoup de partenaires extérieurs ont des ressources réservées à l'aide au secteur agricole sous réserve que les bénéficiaires remplissent au préalable certaines exigences, et respectent les procédures de mobilisation qui sont parfois compliquées ”.*

#### **E – LES OBSTACLES ENVIRONNEMENTAUX**

Une catégorie d'obstacles tient de l'effet de milieu: milieu social, milieu politique, conjoncture économique, milieu naturel. Nous avons rangé dans cette catégorie, les obstacles suivants mentionnées par les personnes interrogées:

- les traumatisme laissés par les sociétés de développement défaillantes
- sous-équipement des espaces agricoles aboutissant à une repulsivité des espace ruraux et agricoles.

On peut également classer dans cette catégorie les difficultés liées à la recherche des nouvelles superficies cultivables pose problème avec la déforestation anarchique en toile de fond.

*“ Le problème d'abattage nécessite le déblocage d'une aide pour que nous puissions avoir de nouvelles superficies à cultiver. C'est vrai que l'environnement en prend un sacré coup ! on y peut rien ”.*

Certains obstacles environnementaux au sens naturaliste du terme se compliquent aussi de problèmes sociologiques:

*“ Pour nous les femmes, la demande de la superficie cultivable est pressante. C'est une question de survie. Malheureusement, il n'est pas toujours facile d'en avoir facilement ici en zone forestière : Il y a beaucoup trop d'arbres à abattre ”.*

Ailleurs, en zone non forestière, les mêmes causes aboutissent aux mêmes résultats. Le phénomène classique de déplacement lors des transhumances, déplacement subséquent à la recherche d'un espace vital d'une part, et à une mauvaise cohésion de groupe d'autre part,

*“ [...] aggrave également ... les conflits agriculteurs/éleveurs ”.*

Les pénuries bloquent aussi et perturbent insidieusement le processus de l'aide.

*“ Certaines sources d'eau plus proches s'étant asséchées, des populations entières des villages sont obligées de marcher pendant des heures, voire des jours, jusqu'à une source éloignée pour s'approvisionner en eau ; en saison sèche, une bonne partie du cheptel de l'Extrême-Nord se retrouve au Tchad, dans la région du Mayo Kebi à la recherche de points d'eau ”.*

Des fois qu'on surmonterait la pénurie d'eau,

*“ [...] le fait qu'il y aurait beaucoup d'herbes épargnerait une partie du mil des attaques acridiennes ; en effet, le fait que le criquet mange toutes les feuilles vertes aggrave constamment le risque que le mil soit attaqué parce que dans la majeure partie de l'année, il est la seule plante à avoir des feuilles vertes dans les champs, quand il y a beaucoup d'herbe, le criquet peut en manger quelques-unes et laisser une partie du mil ”.*

#### **F- LES PROBLEMES STRUCTURELS**

Peu nombreux mais plus fréquents, très proches des obstacles logistiques, les obstacles structurels ont été plus souvent évoqués. On peut en dénombrer plusieurs variantes (structurelles stricto sensu, infrastructurelles, superstructurelles). Le manque de routes, de marchés stables ou périodiques ainsi que l'absence d'espaces ou de structures de centralisation des informations utiles recherchées (lettre, bulletin, réseaux, etc...) ont été signalés partout comme des causes de l'inefficacité de l'aide au secteur agricole.

*“ Dans la vie d'un homme, pour être bien, il lui faut la route, l'eau potable, l'électricité, etc. Sinon, nous sommes comme des animaux ”.*

*“ Il manque de routes, c'est la première chose. Quel que soit ce que tu as, sans la route, tout ne vaut rien. Maintenant, s'il y a quelqu'un qui tombe malade, on est obligé de le transporter à l'hôpital sur les épaules ”.*

Une sectorisation aiguë de l'aide tant à léser les petits paysans ruraux au détriment des grands regroupements qui, le plus souvent, n'ont qu'une légitimité nominale.

*“ Quand on parle de l'aide, on pense à l'Etat, à la Banque Mondiale, à la BAD et d'autre organismes. Mais la préférence va dans les organismes parce que l'Etat nous freine beaucoup.*

Des problèmes techniques, l'insuffisance du matériel de pointe, tout cela se répercute fortement sur le rendement du paysan. C'est pourquoi l'opportunité devrait lui être offerte pour travailler, évoluer,

*“ [...] de maximiser le travail sur de grandes surfaces. Je travail encore avec des outils rudimentaires. Mais avec le financement, je pourrai améliorer mon outillage agricole ”.*

*“ Qu'on me donne du remède pour le cacao. Depuis 1965/1967 nous sommes des planteurs. La production n'est plus considérable comme avant quand il y avait beaucoup de cacao, les remèdes pour les entretenir, etc. maintenant, il n'y a plus rien et on se fatigue par conséquent, on n'a plus de bonnes récoltes. Les prix ont beaucoup augmenté ”.*

Comme esquisse de solution :

*“ Il faut avoir des encadreurs bien performants, bien formés pour savoir ce que c'est que le travail ! Nous avons la bonne volonté de travailler ”.*

Les structures d'encadrement, elles aussi, sont nécessiteuses d'un ensemble de moyens matériel, pédagogique, logistique, tout ce qui aujourd'hui leur fait cruellement défaut.

*“ L'aide aujourd'hui devrait davantage être orientée vers le recyclage continu des formateurs, en l'amélioration des programmes modulaires et des cours novateurs, au réapprovisionnement en matériel didactique et pédagogique ”.*

Cette situation, au demeurant dramatique, nécessite des mesures d'urgences :

*“ Il faut absolument restaurer le système d'aide à cause des besoins de plus en plus croissant dans la formation des jeunes. Des bourses devraient être accordées aux étudiants [en agriculture] ”.*

Dans la même foulée, il serait important de revoir de fond et en comble *“ tout le système de documentation ”*.

Un autre aspect du structurel réside dans l'amélioration aussi bien quantitative que qualitative de toute la mécanique infrastructurelles.

*“ Une telle disposition résoudrait le problème d'aide à 50% car je crois plus à l'efficacité des aides promotionnelles aux opérateurs individuels ”.*

Les problèmes et les obstacles identifiées, des propositions ont été avancées pour rendre l'aide au secteur agricole et à la sécurité alimentaire plus efficiente et efficace.

### III- PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DE LA BASE

Les propositions et suggestions des populations sur le terrain ont porté globalement sur trois aspects :

- l'aide,
- les intervenants,
- les interventions.

#### A- SUR LE PLAN DE L'AIDE

Les suggestions portant sur l'aide relèvent de deux points :

- la nature de l'aide,
- l'allocation de l'aide.

1. Sur le plan de **la nature de l'aide**, les attitudes et les convictions ont été variables. Elles vont de l'ignorance ou du refus à la demande véhémence.

*“ Tout supprimer, pas d'aide ; les gens doivent pouvoir s'engager eux-mêmes dans la résolution de leurs problèmes ! ”* serait la solution pour certains, étant donné le seuil de déperdition trop élevé de l'aide fonctionnant tel que les choses se passent aujourd'hui.

Mais pour la grande majorité de gens, c'est surtout la nature financière de l'aide qui l'a rendue inopérante ou néfaste. Beaucoup ont tenu à dire surtout ce que l'aide ne devrait pas être !

*“ Don give we money ! money na bad luck ! ” [Ne nous donnez surtout pas d'argent ! l'argent c'est la malchance ! ]*

Tout en précisant la nature de l'aide, certains ont souvent insisté plus sur d'autres aspects que l'aide financière :

*“ We need selected seeds, small tools, small loans to do our work when it is necessary ! We also need good informations, advices, some training ... [Nous avons besoins de semences sélectionnées, de petits équipements, de petits crédits pour faire nos travaux au moment opportun ! Nous avons aussi besoins de bonnes informations, de conseils, un peu de formation...] ”*

Pour d'autres personnes rencontrées, l'aide la plus efficace pour le monde agricole ne devrait même pas concerné directement l'agriculture. Le plus urgent est ailleurs.

*“ Il faut créer un cadre permettant au paysan de vivre mieux dans l'environnement rural ”*

D'autres suggestions ont porté sur **le mode d'allocation** de l'aide. Certains tiennent à ce que l'aide n'arrive qu'en appui à des initiatives déjà engagées :

*“ Participation à des entreprises déjà mises en route, qui marchent et dont le propriétaire a fait ses preuves : par exemple acheter des actions, “ prendre le risque avec eux ” ; “ tu commences doucement et tu vois comment ça marche. Le gars qui prend des actions dans quelque chose veillera à ce que ça marche, sinon il va y perdre ses sous. ”*

## **B- A PROPOS DES INTERVENANTS**

Les intervenants ici considérés sont : les pourvoyeurs d'aide, les bénéficiaires et les intermédiaires. Les suggestions portant sur les intervenants dans le fonctionnement de l'aide ont essentiellement porté sur des questions de sélection, de choix et de sanctions.

En premier lieu, les personnes interrogées ont insisté sur **le choix des bénéficiaires**. La sélection des bénéficiaires de l'aide a fait l'objet de multiples propositions. Certaines aides ciblent exclusivement les groupes alors que sur le terrain, c'est la mentalité individuelle qui foncièrement domine.

*“ Il faut qu'on octroie du crédit individuel aux paysans. La conception de notre politique s'éloigne des réalités du terrain. Aujourd'hui, on n'aide plus que les groupes, les collectifs. Or le collectif n'est pas l'affaire des Eton. L'ambiance sociale joue contre. Ex : pour le FIMAC, si un crédit de 1 million est octroyé à un groupe, quel est son impact ? Au fait, ça freine ! Dans la Lékié par exemple, je ne sais pas si ces crédits ont eu un effet ! On est obligé de se défendre tout seul avec ses petits moyens ”*

*Les Bamiléké du BINUM ont dit la même chose d'eux-mêmes : “ L'homme de l'Ouest est essentiellement individualiste ”*

*“ En plus, ; on ne tient jamais compte de l'ancienneté. Pour sélectionner les gens à aider, on n'a jamais posé la question “ Depuis quand vous faites l'agriculture ? ”, alors qu'ailleurs, on demande 5 ans d'ancienneté. ”*

*“ Certains sont complètement indifférents de l'information sur les groupes cibles et se contentent seulement de la qualité du montage des dossiers ”*

Les propositions ont aussi porté sur **le choix des intermédiaires** dans le fonctionnement de l'aide au secteur agricole ou à la sécurité alimentaire. Une convergence s'est dégagée paradoxalement pour plus d'Etat régalien pour moins d'agents ou de responsables de l'administration.

*“ Il faut éliminer complètement l'Etat des circuits de l'aide! ”*

*“ Make the donors come directly to the farmers ! make them no de give govenors money or things given to helep we ” [ Que les donateurs viennent directement voir les agriculteurs. Qu'il ne donnent pas l'argent ou les dons alloués pour nous aider aux gens de l'administration]*

Bien que leurs actions soient parfois très appréciées, Les OGNs n'ont pas fait l'unanimité en tant qu'intermédiaire idéal. Certaines de ces structures sont considérées comme des moyens de détournement de l'aide mis en place tant par les bailleurs de fonds que par les élites ou les politiciens nationaux. Constitués sur le principe de la mise en commun des efforts et des bénéfices tirés de ces efforts, les GIC en particulier ont suscité des réserves importantes quant à leur capacité à réellement tenir sur le long terme :

*“ Non, le collectif ici n'existe pas. Quand tu vois les tas de bouquins et des littératures entières écrire sur la solidarité africaine, ça fait rire ! ... Moi, j'ai fondé plus de 1000 groupes de travaux dans la Lékié, mais il n'y en a pas un seul qui reste. Une vue de bureau fait croire qu'on peut produire en commun. ”*

Mais surtout, des voix se sont élevées pour demander le suivi, **l'évaluation** et des **sanctions (positives ou négatives) pour les acteurs de l'aide** au secteur agricole et à la sécurité alimentaire.

*“ Quand les gens lancent un projet, après ils s'en vont. Qu'importe si ça a marché ou pas. On ne leur fera jamais rien ! ”*

*“ Qu'on nous fasse savoir les expériences des qui ont réussies et celles des qui ont échouées ! ”*

Ceci impose que les intervenants soient évalués et sanctionnés selon le sort de leur projet. Or l'efficacité des intervenants dans le fonctionnement de l'aide dépend aussi de la nature et de la conduite des interventions

### **C- SUR LE PLAN DES INTERVENTIONS**

Les propositions faites à propos des interventions elles-mêmes ont concerné le temps, leur importance et également leur sanction. Sur le plan du temps, **l'opportunité, le moment et la durée des interventions** ont faits l'objet de propositions.

L'aide doit arriver à point quand on en a besoin.

*“ Avant l'heure ce n'est pas l'heure ; après l'heure ce n'est pas l'heure ”*

*“ Les récepteurs d'appui devraient être perçus non comme des groupes qui vont disparaître avec la détérioration de l'appui reçu, mais comme une base pour plus de dynamisme ”.*

L'aide doit durer ou tenir compte de tout le temps de l'entreprise appuyée.

*““ Tant que celui qui aide ignore tout de mon circuit de production et de rentabilisation, de ce que nous faisons avant et ce que nous faisons après, quel est réellement notre capacité de travail, comment peut-il être sûr que son aide a marché ? ”*

Beaucoup de critiques ont également porté sur **le calibrage et le cadre des interventions**

Le calibrage des interventions a été décrit dans deux cas de figures courants. Par principe, les structures appelées à fournir de l'aide aux acteurs du secteur agricole fixent des cadres spatiaux ou sociaux à leur intervention. Certaines d'entre-elles n'interviennent qu'au nord du Cameroun, d'autre essentiellement à l'échelon des villages.

D'autres bailleurs de fonds ont choisi d'aider jusqu'à un plafond financier au delà duquel ils se réservent d'intervenir.

*“ Les appuis (du F.E.D et du FIMAC) sont très limités en valeurs quand ils sont donnés. Ces appuis ne permettent pas d'aller jusqu'au bout. On est confiné; et pour un développement réel, c'est trop insuffisant. ”*

Pourtant, poussés par l'urgence du besoin, les agriculteurs y recourent pour commencer des activités nécessitant plus de fonds, l'espoir étant de trouver ensuite par divers moyens, le complément de fonds indispensables pour la poursuite de leur projet. Il est alors évident que dans un second temps, le recours à d'autres sources de financement plus consistantes devient une urgence. Et grande est la satisfaction de ceux qui trouvent des partenaires capables de leur en fournir.

*“ Le FAPB ne commence ses financements qu'à partir de 5 millions de Francs CFA.. Nous pensons qu'avec lui, ça peut vraiment marcher car on a de grandes ambitions. ”*

Les bénéficiaires ignorent souvent les subtiles répartitions de tâches qui peuvent exister entre certains bailleurs de fonds. Ils ne se préoccupent pas toujours de la logique prudente qui poussent certains donateurs à réajuster les allocations seulement après une évaluation concluante de phases antérieures crédibilisant leurs partenaires bénéficiaires. Le meilleur mode de contrôle de la capacité réelle des groupes ou des personnes recevant l'aide c'est peut-être l'apport personnel qu'on demande.

*“ Mais, à condition que cet apport personnel puisse être compté tant en nature (terrains, forêt, etc.), qu'en liquide. Celui qui n'a que son terrain, ses boutures, son propre matériel de travail, apporte déjà quelque chose ! ”.*

Ce recours justement à des composantes non financières de l'apport personnel a permis à quelques-uns d'insister sur l'adoption de “ cadres traditionnels ” dans la négociation des contrat d'aide.

*“ Au lieu de recourir aux textes en vigueur qui demande des hypothèques et consorts, autant rechercher un engagement de collectifs de base avalisant leurs membres : groupes de travail villageois, groupes de cotisations ou “ tontine ”, famille élargie, etc. (CCEI, MC<sup>2</sup>, COOPMUT, ...) ”*

Une autre partie des propositions enregistrée a porté sur **le choix des lieux** bénéficiant de l'aide. Ces lieux sont toujours considérés comme appartenant à des catégories précises de personnes qui seules peuvent réellement tirer profit d'une aide localisée sur leur territoire.

*“ Je ne comprends pas comment on donne toujours de l'aide à certains et jamais à d'autres, alors que nous avons les mêmes besoins. Je me demande pourquoi nous n'en avons pas aussi dans notre communauté. Chez nous ici, rien ; mais à Mfou, on donne des aides aux femmes des champs communautaires. C'est bon ! Comme je vois à la télévision ; mais ici, nous (les femmes d'ici) n'avons jamais eu ça. ! ”*

*“ J'ai quand même été surpris pour Essazok ; est-ce parce qu'ils ont des gens devant ? Depuis que le gouvernement a décidé d'aider les agriculteurs, nous n'avons jamais rien eu ici. ”*

**Le suivi et les sanctions des interventions** ont aussi fait l'objet de suggestions.

*“ Ils (les organisme d'appui) devaient vraiment chercher à savoir qui sont ceux qui reçoivent ce matériel ? Quelles sont les capacités réelles du groupe ? Certains sont complètement indifférents de l'information sur les groupes cibles et se contentent seulement de la qualité du montage des dossiers, à l'exemple du FIMAC ”*

Il faut aider les groupes à dépasser l'effort acharné pour passer à l'effort rentable et viable.

- " *Let the donors first sensitize the people,*
- " *Those who are sensitized, let them come up with projects,*
- " *Then let the donors themselves find how far these projects are feasible,*
- " *If they are, it is good that the donors themselves give the aid and follow up. Many aids fail because they were not followed up,*
- " *Evaluate and publish the results of all the projects (if they failed or if they succeeded, how and why ?)*

- 1- Que les donateurs sensibilisent les gens,
- 2- Que ces gens sensibilisés proposent leurs projets,
- 3- Que les donateurs déterminent si ces projets sont réalisables,
- 4- S'ils le sont, qu'ils fournissent eux-mêmes les aides et surtout en assurent le suivi,
- 5- Que tous les projets soient évalués et leurs résultats publiés (échec, succès, comment ? pourquoi ?)

## CONCLUSION

Dans la logique d'une aide réellement efficace et utile, *la meilleure aide est celle qui prépare à se passer d'aide*. L'aide devrait se préoccuper de la définition des stratégies de passage de l'agriculture de subsistance qui est actuellement pratiquée à une agriculture génératrice de revenus et d'emploi c'est-à-dire intégrée au système économique moderne. Aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation de l'économie, il y a urgence à penser des stratégies d'utilisation rationnelle de nos ressources et d'ajuster nos attitudes et comportements pour la gestion de notre patrimoine collectif.

*Si toutes les limites de l'Etat en matière de gestion efficace des ressources destinées à la promotion des activités de production pour un marché compétitif, sont aujourd'hui connues, très peu d'ONG semblent être en mesure de suppléer l'Etat en ce qui concerne ses fonctions régaliennes*. Il y a lieu de s'appuyer dorénavant sur les organisations de producteurs dont il faudrait dans un premier temps appuyer l'émergence et ensuite les accompagner dans l'acquisition des capacités et des aptitudes dans la création et la gestion des infrastructures collectives (chambres froides, chaînes de froid, camions réfrigérés, organisation de charters, etc.). Pourtant, si globalement, le bien-fondé et l'incontournabilité de l'aide au développement au secteur agricole et à la sécurité alimentaire ne souffrent d'aucune contestation, il n'en demeure pas moins vrai que cette aide, dans sa forme actuelle, est assez pervertie. Or la façon de donner vaut mieux que ce qu'on donne. *Il s'avère par conséquent urgent d'engager un véritable dialogue thérapeutique entre tous les acteurs impliqués dans ces secteurs*.

En référence aux résultats de notre étude, l'approche thérapeutique ainsi préconisée devra insister particulièrement sur le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de l'aide et dans l'élaboration des programmes de coopération. Par ailleurs, *toute recherche d'efficacité à l'aide est dérisoire si elle ne privilégie pas la recherche d'une solution durable* à l'insécurité foncière, l'approvisionnement en eau, l'analphabétisme, les conflits agriculteurs/éleveurs, la dégradation des sols et des ressources en eau, la cherté des intrants agricoles, la valorisation du statut de la femme, l'amélioration des conditions de vie par l'équipement des zones rurales en infrastructures scolaires, de santé, en marchés et en routes de qualité.

Le rôle de quelques grandes sociétés de développement comme la SODECOTON au nord est déterminant dans le développement du secteur agricole et de la sécurité alimentaire. Il mérite une attention soutenue dans l'optique d'une mobilisation de l'aide dans leurs secteurs.

La principale philosophie à retenir de cette concertation avec les acteurs du terrain est que l'aide doit avoir pour souci premier d'amener les populations à se prendre en charge, d'associer les paysans à la recherche des solutions et à la prise des décisions. Cette aide doit également être sélective et cibler prioritairement ceux qui se sont engagés ou se montrent disposés à prendre des initiatives, afin que soit

garantie la répliquabilité et la durabilité. *Il est important d'éviter de sensibiliser les populations aux projets initiés dans les bureaux ; mais sensibiliser les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds sur la pertinence des projets proposés par les populations; tenir compte des besoins exprimés par les populations elles-mêmes.*

*L'aide destinée aux paysans est efficace quand elle intervient à point, c'est-à-dire, lorsque sa mobilisation se fait en tenant compte des rêves et des aspirations des populations concernées, et que son allocation tient compte des exigences du calendrier agricole et des contraintes spécifiquement liées aux saisons. Elle est acceptée et respectée quand elle est mise au service des bénéficiaires et non utilisée pour les déstabiliser socialement ou économiquement. Elle doit également cibler les problèmes réels du développement du secteur agricole et de la sécurité alimentaire (production, transport, commercialisation, stockage, conservation, transformation, etc.).*



## ANNEXE

### PROTOCOLE DES DISCUSSIONS DE TERRAIN

- 1 - **Avez-vous jamais eu connaissance d'aide(s) au secteur agricole ?**
  - 1.1 Si oui                                      Ou?
  - 1.2    Qu'en pensez-vous?
  - 1.3 Si non                                      Que pensez-vous de cette situation?
- 2 - **Avez-vous jamais eu connaissance d'aide(s) à la sécurité alimentaire ?**
  - 2.1 Si oui                                      Ou?
  - 2.2    Qu'en pensez-vous?
  - 2.3 Si non                                      Que pensez-vous de cette situation?
- 3 - **S'il fallait faire 5 propositions pour l'aide au secteur agricole, que proposeriez-vous?**
  - 3.1 Quel ordre de priorité donnez-vous à ces différentes raisons?
  - 3.2 Pour chacune des raisons avancées dites pourquoi vous avancez cette raison.
- 4 - **S'il fallait faire 5 propositions pour l'aide à la sécurité alimentaire, que proposeriez-vous?**
  - 4.1 Ordre d'énonciation.                      Ordre de priorité
  - 4.2 Pour chacune des raisons avancées dites pourquoi vous avancez cette raison
  - 4.3 Dites qui peut les mettre en application.
  - 4.4 Quand peut-on les mettre en application (date, événement, etc.)
  - 4.5 Dites comment.
- 5 - **A propos de l'aide au secteur agricole ou à la sécurité alimentaire, y a-t-il eu des questions ou des choses dont vous auriez souhaité qu'on parle et qui n'ont pas été évoquées, ou ne le sont pas souvent?**
  - 5.1 Quoi?
  - 5.2 Pourquoi?
  - 5.3 Où et quand aurait-on dû en parler?
  - 5.4 Qui aurait dû en parler et n'en a rien fait?
  - 5.5 Pourquoi à votre avis?
- 6 - **Avez-vous d'autres suggestions?**
  - 6.1 Vous êtes-vous senti qualifié/à l'aise pour répondre aux différentes questions posées?
  - 6.2 Pourquoi?
- 7 - **Observations**
  - 7.1 Sur la déroulement de la conversation.
  - 7.2 Sur la durée de la conversation.
  - 7.3 Informations sur les personnes interrogées.
  - 7.4 Les personnes parlent-elles en leurs noms?
  - 7.5 La personne parle-t-elle au nom d'un collectif? Les personnes interrogées parlent-elles au nom d'un collectif?